



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 23 JUILLET 2002 N° 294

PRIX 0,60 Euro (4 F)



L'OUA CHANGE DE NOM

MAIS RESTE UN SYNDICAT

DE DICTATEURS AFRICAINS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire: la
République des
policiers et des...

Page 5
Casamance: Wade, même
politique que Diouf

Page 6
Espagne-Maroc: un
comportement digne de
l'époque coloniale

Page 7
Sida en Afrique:
malades abandonnés...

Page 9
Tuberculose: maladie
des pauvres

Page 10
Madagascar: le
nouveau pouvoir
reconnu par les
grandes puissances

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

**L'OUA CHANGE DE NOM
MAIS RESTE UN SYNDICAT
DE DICTATEURS AFRICAINS**

Quarante-quatre chefs d'Etats et de gouvernement africains réunis le 9 juillet dernier à Durban, en Afrique du Sud, ont célébré la fin de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) et son remplacement par l'UA (Union Africaine). La cérémonie a été fastueuse selon les commentateurs. Des sommes considérables ont été englouties pour soi-disant marquer solennellement cette journée que nos dictateurs ont qualifiée d'"historique". Selon l'expression de l'un d'eux, l'Afrique aurait accompli à Durban un "saut qualitatif". En réalité il n'y a rien de tout cela. Il s'agit à peine d'un simple ravalement de façade. Le secrétaire général s'appellera désormais "président"; les chefs de commission deviendront "commissaires". Certains textes touchant à la défense et à la solidarité mutuelle en cas d'"agression extérieure" ou de coup d'Etat militaire, ont été modifiés pour que chacun des membres soit rassuré au cas où il pourrait être mis en danger.

L'idée de transformer l'OUA en UA avait été lancée par le dictateur mégalomane libyen, Kaddafi, soucieux de sortir de l'isolement que lui impose l'impérialisme américain. Après avoir largement arrosé en pétrodollars un certain nombre de dictateurs africains il proposa un sommet extraordinaire à Syrte, en Libye pour convaincre ses pairs africains. Mais le quorum nécessaire pour transformer le nom et les statuts de l'OUA n'avait pas été atteint. Qu'à cela ne tienne. Kaddafi multiplia ses tournées et ses largesses, construisant par-ci des mosquées, payant par-là les arriérés de cotisations de nombreux Etats à l'OUA. Les grands médias influents en Afrique avaient également été arrosés par Kaddafi pour promouvoir son ambition. Le quorum fut atteint lors du sommet de Lusaka (financé en grande partie par Kaddafi) en mai 2001.

Mais l'OUA, avec son ancien sigle comme avec le nouveau, n'a été et ne sera rien d'autre qu'un cocon vide où nos dictateurs viennent pavaner et discourir sur l'unité de l'Afrique. Créée en 1963 au lendemain de la décolonisation, l'OUA sensée créer les conditions de l'unification de l'Afrique n'a fait en réalité qu'entériner celles de la

décolonisation telles que le voulaient les grandes puissances coloniales. Toutes les frontières même les plus aberrantes et les plus scandaleuses coupant parfois un village en deux ou séparant des familles en trois ou quatre "nationalités", ont été maintenues telles qu'elles. L'OUA avait même érigé comme principe de base "l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation". Ce qui n'avait pas empêché de nombreux intellectuels nationalistes africains de chanter que l'unification de l'Afrique était en route. Mais le bilan de près de quarante années de l'existence de l'OUA montre que celle-ci n'est rien d'autre qu'une association de brigands incapables de régler un conflit quelque part sur le continent et encore moins d'accomplir le moindre pas vers l'unification.

L'unification de l'Afrique est

pourtant une nécessité. Il est vital pour les intérêts des populations que toutes ces frontières héritées de la colonisations soient abolies. Mais tous ces Etats issus de la décolonisation s'opposent à leur disparition car elles constituent pour nos classes dirigeantes un moyen de s'enrichir en rackettant les populations. C'est leur garde-manger.

Les dirigeants des pays impérialistes s'opposent également à la disparition des frontières car elles constituent un moyen de diviser les peuples pour mieux régner.

Voilà pourquoi la vraie unité de l'Afrique ne pourra se faire que par les exploités eux-mêmes, c'est-à-dire par la lutte contre nos dirigeants actuels mais aussi contre ceux de la bourgeoisie des pays riches qui les soutiennent.

UN "CLANDESTIN" A DURBAN !

L'ancien président malien, Alpha Konaré, avait fait son déplacement au sommet de l'OUA à Durban, mais sans tambour ni trompette. Comme un clandestin, il était, paraît-il, confiné dans une chambre d'hôtel non loin du lieu du sommet au cas où l'on ferait appel à lui pour devenir le premier président de l'UA. Les dirigeants Sud-Africains, Nigériens, Maliens et Algériens envisageaient de le présenter comme leur candidat.

En tentant de propulser Konaré

à la tête de l'UA, Toumani Touré, le nouveau président Malien, voulait lui renvoyer l'ascenseur en guise de remerciement pour le soutien tacite qu'il lui avait donné lors de la dernière élection présidentielle au Mali. Mais la mayonnaise n'a semblé-t-il pas pris et Konaré est rentré bredouille. C'est l'Ivoirien Amara Essy, l'actuel secrétaire général de l'OUA qui a été, à titre intérimaire, promu au poste de président. Pour sa retraite dorée Konaré attendra.

COTE D'IVOIRE

LA RÉPUBLIQUE DES POLICIERS ASSASSINS ET DES DIRIGEANTS BIEN SERVIS

Le 17 juillet, un jeune chauffeur de taxi wôro wôro a été froidement abattu par les policiers à Yopougon. Les policiers ou leurs homologues gendarmes ne sont pas à leur premier coup puisque selon la presse, cela porte à 23 le nombre

d'entre eux assassinés de la sorte.

Pour des broutilles, généralement pour quelques pièces qu'ils refusent parfois de céder de gaieté de coeur aux hommes en tenue, ils peuvent être victimes de leur

bestialité voire de leur hargne meurtrière. En de multiples endroits ils sont tenus de s'arrêter à leur injonction et verser leur obole avant de pouvoir reprendre la route. Mais les fiers à bras qui tiennent en joue pour un oui ou pour un non les conducteurs des petits véhicules de transport de petites gens, se révèlent bien respectueux lorsqu'il s'agit de voitures de riches. Celles-ci seront rarement appréhendées.

En guise de protestation, les syndicats de Gbaka, de wôro-wôro et même les taxis ont appelé à la grève. La capitale et les alentours sont paralysés par ce mouvement qui durera plusieurs jours.

Le gouvernement fera semblant de faire quelque chose, mais rien de bien méchant ne sera fait à l'encontre des agissements des forces de l'ordre. Les gens qui sont actuellement au pouvoir veulent faire croire qu'ils sont différents de leurs prédécesseurs. Ils parlent volontiers de "transparence", "d'état de droit", etc. Mais les pratiques des corps habillés n'ont pas varié, en tout cas pas en mieux, depuis que l'équipe de Gbagbo a pris le relais.

Si l'on se réfère aux révélations de la presse surtout des

journaux de l'opposition, l'opacité et la loi du silence sont une constante dans ce pays. Affi N'Guessan, premier ministre, et ses compères continuent de se taire sur des pratiques de pots de vin dont ils auraient à répondre si les mots comme justice et droit avaient un sens dans ce pays.

Mais il n'y a pas que les pratiques illicites. Le salaire du chef de l'état dont on nous dit qu'il flirte avec les dix millions par mois est une pratique licite. Mais elle a de quoi révolter les travailleurs, ceux de l'Etat comme ceux du privé qui ne peuvent plus joindre les deux bouts.

Gbagbo a fait savoir qu'il n'en demandait pas tant et qu'il se contenterait d'un revenu inférieur. Il ne veut pas paraître trop gourmand mais il ne parle pas des fonds dits secrets dans lesquels sa fonction lui autorise de prélever comme bon lui semble. Et chaque ministère agit de la sorte.

Alors les pratiques de gangster des hommes habillés qui se croient au Far-west américain sont révoltantes tout autant que celles des hommes en cravate qui gouvernent au profit des riches et des puissants. Il appartient aux travailleurs d'exiger que tous ces gens rendent des comptes.

COTE D'IVOIRE

LE PRÉSIDENT DU RDR FAIT DE LA DÉMAGOGIE !

A la faveur des élections, l'on entend toutes sortes de promesses. Certains promettent monts et merveilles, d'autres ont parlé, il y a peu de temps, "d'un ouragan de milliards" sur la population. Aux dernières élections, le président du RDR n'a pas été avare de promesses qui n'engagent à rien lors de sa tournée de soutien aux candidats de son parti. Après avoir fait le tour des problèmes vécus par la population, il s'est désigné comme

le docteur qui peut guérir la Côte d'Ivoire.

Que la situation de la classe pauvre se détériore tous les jours, c'est visible. Le panier de la ménagère qui se vide, les emplois de plus en plus précaires permettent à peine de vivre. Cependant, que le président du RDR se présente comme la solution à ce problème, c'est penser que les gens ont la mémoire courte. Car on se rappelle ces 3 ans où il a été premier ministre avec

les salaires à deux vitesses pour les enseignants, les milliers de "déflattés" de la fonction publique.

Tous les politiciens des partis politiques actuels sont

interchangeables. Aussi les travailleurs ne doivent pas compter sur ces gens pour changer quoi que ce soit à leur situation. Ce sont eux seuls qui pourront y changer quelque chose.

CERTIFICAT DE NATIONALITÉ DE ALASSANE OUATTARA

Le 28 juin dernier, l'annonce de la délivrance du certificat de nationalité de ADO a suscité diverses réactions. Pendant que certains jubilaient, d'autres par

contre mécontents, ont levé des barrages dans certains quartiers, notamment de la Rivera et de Yopougon. Dans les cités universitaires d'Abobo des étudiants se sont barricadés après avoir pillé des magasins de commerçants Dioulas. Ceux de la cité rouge à Cocody n'ayant pas de magasins à leur portée, n'ont pas trouvé mieux que de cambrioler les chambres de leurs copains musulmans.

Le problème de la nationalité de Ouattara qui perdure encore aujourd'hui a débuté avec l'ancien président Henri Konan Bédié. Celui-ci, pour l'écartier de la course au pouvoir, n'a pas trouvé autre chose que de lui attribuer une origine burkinabé. Une fois Bédié chassé, c'est le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo qui va le relayer. Ce parti va verser dans une campagne xénophobe, ethniste, régionaliste et religieuse. En face, le parti de Ouattara fera de même en s'appuyant sur les populations du Nord et les musulmans.

Et les conséquences de cette campagne hystérique, on n'a pas encore fini de les payer. Les tristes événements d'octobre et de décembre 2000 qui ont fait plusieurs centaines de morts sont là pour nous le rappeler. À cela viennent s'ajouter les récents événements de Daloa et d'Issia qui ont encore fait des morts.

Ces politiciens qui n'ont rien de concret à proposer aux populations, sinon que de la pure démagogie, ont recours à ce genre de pratiques. Sur cette base ethniste, religieuse ou régionaliste, ils divisent les populations pour parvenir à la mangeoire que constitue l'Etat dans les pays pauvres, quitte à joncher leur chemin de cadavres.

Les masses laborieuses ainsi divisées, perdent de vue leurs intérêts communs. Que le président se nomme Bédié, Ouattara ou Gbagbo, aucun ne se penchera sur les problèmes des masses pauvres du pays qui sont le chômage, la précarité de l'emploi et la misère. C'est seulement unies que les masses laborieuses pourront imposer respect et amélioration de leur sort aux possédants et à la clique de politiciens à leur service.

CASAMANCE

WADE NE FAIT QUE CONTINUER LA POLITIQUE GUERRIERE DE DIOUF

Depuis le 21 juin dernier, le gouvernement sénégalais mène une vaste offensive militaire dans le département de Bignona, en

Casamance, non loin de la frontière avec la Gambie. Plusieurs milliers de personnes ont dû fuir vers la Gambie voisine pour y trouver

refuge. Sous prétexte de lutter contre les coupeurs de routes, l'armée sénégalaise envahit les villages et brutalise les paysans accusés de soutenir les indépendantistes du MFDC (Mouvement des forces démocratiques de la Casamance).

De fait les paysans sont pris entre deux feux. D'un côté ils sont victimes des représailles des branches armées nationalistes du MFDC qui les obligent à payer des "impôts de guerre" et menacent de brûler leurs maisons au cas où ils refusent, et de l'autre, de l'armée sénégalaise qui les accusent de soutenir la rébellion. De nombreux villages ont déjà été brûlés par le passé et des milliers de paysans ont dû tout abandonner pour grossir les rangs des déshérités dans des villes comme Ziguinchor ou dans les pays voisins, en Guinée Bissau ou en Gambie.

La Guinée Bissau, frontalière avec la Casamance par le sud, servait jusqu'à ces derniers temps de base arrière au MFDC. Ses dirigeants s'y repliaient lors des offensives militaires sénégalaises. Mais un accord avait été signé entre Abdoulaye Wade et son homologue Kumba Yala pour couper le chemin du repli aux indépendantistes casamançais. En recherchant le même genre d'accord avec les dirigeants gambiens, Wade cherche à confiner la rébellion dans l'espoir de l'écraser militairement à défaut de trouver toute autre solution. Il est déjà

venu plusieurs fois en France pour demander du matériel militaire et des munitions afin de renforcer la répression en Casamance.

Rappelons pour mémoire que lors de la campagne présidentielle de l'an 2000 Wade disait à propos du problème de la Casamance : "moi je règle ça en six mois". Mais plus de deux ans après son arrivée au pouvoir, il en est au même point que son prédécesseur Abdou Diouf. Dans un premier temps il a dialogué avec quelques dirigeants "historiques" du MFDC comme l'Abbé Augustin Diamacoune. Mais le MFDC a plusieurs branches. Lorsqu'un accord est conclu avec l'une il, n'est pas forcément respecté par les autres.

La guerre continue donc en Casamance. Mais les victimes sont d'abord les petits paysans casamançais eux-mêmes. Ils sont les otages de cette guerre qui n'est pas la leur. Par leurs agissements violents et méprisants à l'égard des paysans, les dirigeants du MFDC montrent que si demain ils arrivaient au pouvoir ils appliqueraient la dictature contre leur propre population dont ils prétendent défendre les intérêts futurs. De leur côté les dirigeants sénégalais, les anciens comme les nouveaux, montrent également qu'ils se moquent de la vie des petits paysans et ne connaissent que le langage de la force et de l'oppression pour régler le moindre conflit.

MAROC-ESPAGNE

UN COMPORTEMENT DIGNE DE L'EPOQUE COLONIALE

Un conflit armé a failli éclater entre le Maroc et l'Espagne à propos de l'îlot de Persil (appellation espagnole) ou Leila (nom marocain). Pour contrôler, paraît-il, des trafics de tous genre qui auraient lieu sur cet îlot, les autorités marocaines y avaient installé, le 11 juillet dernier,

douze gendarmes. Ce qui n'est pas du goût de l'Espagne qui prétend que ce bout de rocher situé à 200 mètre de la côte marocaine est "sa" possession. Elle a réagi brutalement le 17 juillet. Pour expulser ces douze malheureux gendarmes, elle a déployé un dispositif militaire impressionnant : plusieurs frégates

et corsaires croisant le long des côtes marocaines, des hélicoptères, etc.



**Manifestants marocains:
l'îlot Leila à l'arrière plan**

Aux dernières nouvelles l'Espagne s'est retirée de l'îlot, un compromis ayant été trouvé entre les deux parties. N'empêche que cette intervention musclée était une vraie démonstration de force de l'ex-puissance coloniale pour bien montrer au Maroc qui a été en partie sa colonie, que c'est elle qui fait la loi et que ce dernier ne peut faire ce que bon lui semble sans que l'Espagne ait parfois un droit de regard.

Le gouvernement espagnol détient toujours des villes importantes sur les côtes marocaines, Ceuta et Melilla. Ces deux villes sont espagnoles et disposent donc d'un statut particulier. Et cela en plus

d'autres îles (en dehors de Persil ou Leila) qui demeurent sous contrôle espagnol.

La plupart des anciens pays colonisateurs, à l'exemple de l'Espagne, possèdent encore des bouts de territoires dans leurs ex-colonies. Des fois avec l'aval des valets locaux, ils maintiennent des présences militaires comme la France en Côte d'Ivoire, au Tchad, en République Centrafricaine. Ainsi, il n'est pas étonnant que la plupart des pays membres de l'Union Européenne se rangent comme un seul homme derrière l'Espagne sous prétexte que la Maroc a violé "l'intégrité territoriale espagnole". Ces membres de l'UE eux aussi ont des intérêts coloniaux à défendre car ils craignent que l'exemple du Maroc ne soit suivi par d'autres pays anciennement colonisés.

Bien sûr, le régime en place au Maroc est une dictature qui opprime les travailleurs et paysans pauvres marocains. L'ancien roi Hassan II aujourd'hui décédé n'hésitait pas à faire la guerre sans merci au Front Polisario qui lutte pour son indépendance. Depuis c'est le fils qui assure le trône; il continue la même politique que son père. Il continue de poursuivre la guerre contre le Polisario.

Cela ne doit pas empêcher la dénonciation de l'agression caractérisée du gouvernement espagnol qui se comporte comme au temps colonial.

SIDA EN AFRIQUE

LES MALADES PAUVRES SONT ABANDONNES A LEUR SORT

La 14ème conférence internationale sur l'épidémie du sida qui s'est tenue début juillet à Barcelone en Espagne a tiré la sonnette d'alarme. Si un traitement de masse, c'est-à-dire l'accès à grande échelle des malades des pays

pauvres aux soins (trithérapies) doublé d'une prévention renforcée ne sont pas entreprises dans les années à venir, l'Afrique risque de connaître une catastrophe sans précédent.

C'est en effet sur le continent

africain que le nombre des malades est le plus élevé: 70% des porteurs

organisation internationale estime que d'ici à 2020, 55 millions d'Africains mourront plus jeunes si rien de sérieux n'est déclenché pour combattre ce fléau.



**Enfants orphelins
des parents morts de sida**

de ce virus vivent en Afrique. Par exemple l'an dernier, cette épidémie a tué 2,2 millions de personnes, et actuellement on compte 28,5 millions d'Africains portant le virus. Selon les statistiques de l'Onusida, l'espérance de vie des Africains qui était de 62 ans avant cette pandémie a chuté de 15 ans. Cette même

Il y a donc urgence pour soigner ces malades. Mais, ironie du sort, c'est dans ce continent, à cause de la pauvreté qui frappe la plupart des habitants que l'accès aux soins manque le plus.

Aussi, devant cette situation très dramatique l'Afrique du Sud, pays le plus touché du continent africain, a utilisé des médicaments génériques à bas prix pour soigner les malades. Les firmes internationales pharmaceutiques n'ont pas hésité à porter plainte, et à la traîner en justice. Devant la réaction provoquée par ce scandale, ces firmes ont dû reculer en retirant leur plainte.

Dans ce monde capitaliste, tout se vend, tout s'achète. C'est d'abord le profit qui compte. Comme la plupart des pays africains sont pauvres, la majorité des malades qui n'ont pas les moyens de se soigner sont abandonnés à leur sort.

A F R I Q U E

**LA MISERE POUSSE LES FILLES
A VENIR SE PROSTITUER EN EUROPE**

Depuis quelques années, on rencontre dans l'immigration de plus en plus des femmes africaines qui vendent leur corps pour vivre. La plupart longent les trottoirs de certaines rues du 18^{ème} où ailleurs.

Ce qui est nouveau, c'est l'arrivée, sur ce "marché" ignoble, de jeunes, encore gamines. Certaines ont moins de 15 ans. La plupart travaillent pour des souteneurs responsables des réseaux clandestins qui les font venir d'Afrique, notamment du Ghana, de la Sierra Leone, du Nigéria. Pour tenir en laisse ces gamines, ils les terrorisent. C'est vraiment l'enfer.

Ces prostituées ne viennent pas seulement de l'Afrique mais aussi des pays de l'Europe comme la Roumanie, l'ex-Yougoslavie, l'Albanie ou de plus loin encore. Elles représenteraient environ les deux tiers de celles ou ceux qui font le commerce de leur corps en France.

Devant l'afflux de ces prostituées, dont des mineures, le gouvernement, tout comme pour la lutte contre la délinquance, annonce avec fracas médiatique pour plaire à l'électorat le plus réactionnaire, qu'il va agir. Sarkozy, le nouveau ministre de l'intérieur veut

expulser les prostituées étrangères en situation irrégulière. Mais, à supposer qu'il le fasse réellement ce n'est pas cette mesure répressive qui empêchera les candidates à l'immigration.

Car c'est la misère en Afrique et ailleurs qui alimente ce réseau de prostitution. Cela fait bien sûr

l'affaire des souteneurs qui négocient avec les parents de ces filles, en leur promettant monts et merveilles. Et tant que cette misère subsiste, le gouvernement français aura beau faire la chasse aux prostituées et à leurs souteneurs, il se trouvera toujours de nouvelles candidates, même au péril de leur vie.

LA TUBERCULOSE

MALADIE DES PAUVRES

Dans un foyer des travailleurs immigrés, situé au 22 rue Claude Tillier dans le 12ème Arrondissement, les services d'hygiène ont découvert 35 cas de tuberculose. Dans ce foyer taudis, officiellement prévu pour 340 lits, en fait ce sont 800 personnes qui y habitent. Dans une chambre de 15m2 une dizaine de personnes vivent entassées. De plus les conditions de vie sont révoltantes. Il y a manque d'hygiène, l'installation des sanitaires est bien en deçà des besoins. Ce foyer taudis n'est malheureusement pas le seul dans la région parisienne. Dans des dizaines d'autres foyers, les travailleurs subissent le même sort même si jusqu'ici ils ont été épargnés par l'épidémie de tuberculose.

Dans ces conditions ce n'est pas étonnant que cette maladie se développe. Elle est liée à la pauvreté, à la malnutrition et aux conditions de vie et d'hygiène indécentes. Même dans les foyers construits il y a une vingtaine d'années les sociétés de gérance ne font pas tout le nécessaire pour les entretenir. Les installations comme les sanitaires, utilisées intensivement, se dégradent. C'est la même chose pour les cuisines collectives. Tout cela est dû au manque de préoccupation des sociétés qui gèrent ces foyers. Par ailleurs les autorités gouvernementales ne se préoccupent pas non plus des logements collectifs des travailleurs immigrés. Alors que le

nombre des travailleurs habitant dans les foyers augmente, le nombre de foyers est resté à peu près stationnaire. Et pourtant les loyers collectés, chers de surcroît, devraient servir à palier ce qui manque et à améliorer la vie dans les foyers. Mais c'est tout le contraire qui se passe.

Forcé de reconnaître la dégradation des conditions de vie dans les foyers, le gouvernement avait prévu, en 1997, un plan de rénovation des foyers sur cinq ans. Pour cela un fonds de 275 millions d'euros a été débloqué. Et en octobre 2001, au bout de quatre ans, on constate que seulement un quart des travaux ont été réalisés. C'est à croire que sur cette somme, environ 200 millions d'euros n'ont pas été utilisés ou ont servi à autre chose qu'à la rénovation des foyers. Comment s'étonner alors que dans certains foyers, là où des travaux de rénovation avaient été prévus, ceux-ci traînent en longueur ? De plus il ne s'agit la plupart du temps que des travaux de peinture. Les gestionnaires ont certainement empoché les fonds sans réaliser les travaux jusqu'au bout. Et dans ces conditions les installations se dégradent et les conditions de vie et d'hygiène aussi.

La vétusté et la dégradation des conditions de vie dans ces foyers de travailleurs immigrés, la réapparition d'une maladie comme la tuberculose (maladie disparue depuis des décennies) dans la capitale d'un

des pays les plus développés du monde, illustre une fois de plus qu'il y a quelque chose de profondément pourri dans le système capitaliste. La société actuelle a largement les moyens de résoudre les

problèmes de logement, de donner à chacun la possibilité de se soigner et de vivre décemment. Mais ces moyens sont dans les mains d'une petite minorité d'exploiteurs qui se moquent de la vie des travailleurs.

MADAGASCAR

LE NOUVEAU POUVOIR RECONNU PAR LES GRANDES PUISSANCES EST INSTALLÉ EST DANS TOUTES LES PROVINCES

Cette grande île de l'Océan Indien a vécu des moments difficiles depuis le 16 décembre 2001, date de l'élection présidentielle dont les résultats ont été contestés. Les deux principaux candidats Didier Ratsiraka, le président sortant et Marc Ravalomana, le nouvel homme fort, s'étaient engagés dans une partie de bras de fer.

Les partisans de Ratsiraka évincés de la capitale Antananarivo ont tenté d'asphyxier cette ville en érigeant des barrages sur les principaux axes routiers qui la relie aux autres grandes villes. Le principal barrage se situait sur la route de Toamasina (ex-Tamatave). Plusieurs ponts ont été plastiqués par les artificiers restés fidèles à Ratsiraka dont celui de Bricaville, localité située sur cet axe. Toamasina est la 2ème grande ville du pays en plus d'être le principal port maritime. C'est aussi la ville natale et le fief de Ratsiraka. Les uns après les autres, toutes les provinces, c'est-à-dire les administrateurs ainsi que les notabilités civiles et militaires locales liés à l'ancien régime, ont fini par ériger le drapeau blanc et faire allégeance au nouveau vainqueur. Toamasina a été la dernière à se rallier au pouvoir de Ravalomanana.

Les troupes "régulières" sous la houlette de différentes personnalités civiles dépêchées depuis la capitale ont réussi récemment à faire leur entrée

officielle avec en prime un accueil plutôt approbateur d'un certain nombre d'habitants locaux.

Quant à Ratsiraka, l'ancien dictateur lié à la France, il n'a rien trouvé de mieux à faire que de s'envoler vers les Seychelles puis vers la France avec sa petite famille dans un avion mis à sa disposition par une compagnie aérienne appartenant à son propre fils. Certains ont également réussi à prendre la tangente. Avec tout l'argent que Ratsiraka a détourné depuis plus de deux décennies de pouvoir, il ne risque pas d'être dans le besoin. Il posséderait deux propriétés luxueuses dans la région parisienne dont l'une récemment "acquise" avec dit-on un coup de pouce approprié de son ami Chirac.

Il n'est cependant pas le seul à avoir bénéficié de traitements de faveur de ce genre. En leur temps, d'autres dictateurs déchus tels que Jean Claude Duvalier (Bébé Doc) de Haïti, Bokassa "l'empereur" de Centrafrique et "parent" de Giscard ou Mobutu du Zaïre et bien d'autres, ont bénéficié d'asiles dorés ou de châteaux avec la bénédiction des dirigeants impérialistes... et grâce aux dilapidations effectuées sur les caisses de l'Etat pendant que les populations de ces pays manquaient de tout.

Devant la déconfiture des partisans de Ratsiraka et le fiasco de l'envoi des mercenaires depuis le sol français, les dirigeants de

l'impérialisme ont fini par opérer un volte-face. Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères s'est rendu à Antananarivo pour apporter "un message de paix, de réconciliation et de solidarité" aux nouveaux dirigeants.



Marc Ravalomanana triomphal

Les Etats-Unis et les autres grandes puissances telles que le Japon et l'Allemagne ont pris cependant une longueur d'avance sur la France. Leurs chanceliers en poste dans la capitale ont exprimé très tôt leur soutien à Ravalomanana. Aux festivités du 26 juin dernier marquant le 42ème anniversaire de l'Indépendance du pays, les représentants de ces puissances ainsi que ceux du FMI ont siégé en bonne place à la tribune officielle.

L'ambassadeur d'Allemagne aurait signé une convention portant sur la remise d'une dette de 23 millions d'euros... en contrepartie de contrats économiques. Les dirigeants français vont certainement mettre les bouchées

doubles pour essayer de rattraper le temps qu'ils ont perdu à vouloir miser trop longtemps sur leur homme préféré, finalement déchu.

La France, ancienne puissance colonisatrice, a été la principale bénéficiaire de la politique de privatisation menée par le gouvernement sortant. Les patrons français sont bien implantés dans la pêche, l'urbanisme, la grande distribution et bien d'autres secteurs. Les ressortissants de nationalité française sont environ 25 000 dans le pays.

Le nouveau pouvoir a réussi à asseoir son autorité et à se faire reconnaître par les chefs d'Etats africains y compris les dictateurs les plus liés à la France tels que Bongo et Eyadema qui avaient soutenu leur "ami" Ratsiraka jusqu'au dernier moment. Mais ce pouvoir s'appuie sur la même hiérarchie militaire, le même appareil d'Etat qui a servi la dictature de Ratsiraka. Il est possible que les intérêts de quelques petits bourgeois trop compromis auprès de Ratsiraka soient lésés temporairement comme l'attestent les incendies de certaines demeures et boutiques.

A n'en pas douter, la "réconciliation nationale" en cours finira par permettre à bon nombre de privilégiés de se rallier et du même coup sauver leurs billes. Mais ces 7 mois de luttes pour le pouvoir ont fini par plonger le pays dans un état de paralysie grave. La souffrance de la population est à son comble. Elle ne peut pas attendre grand chose de bon de la part de ce nouveau milliardaire, ami naturel des nantis ainsi que des puissants de ce monde.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.